

**Virginie MERCIER**

**Maître de conférences HDR - Aix Marseille Université (AMU)**

**Membre du Centre de Droit Economique (EA 4224)**

110 La Canebière – 13001 Marseille

virginie.mercier@univ-amu.fr

## ***CURRICULUM VITAE***

### ***FORMATION***

#### **Habilitation à diriger des recherches (HDR), Aix-Marseille Université**

Thème de recherche : L'appréhension par le droit des affaires du concept de développement durable.

Soutenue publiquement le 18 septembre 2013 à l'Université d'Aix-Marseille, devant un jury présidé par Didier PORACCHIA (Professeur AMU), et composé de Pierre MOUSSERON (Rapporteur - Professeur à l'Université de Montpellier), Irina PARACHKEVOVA (Professeur à l'Université de Nice Sophia Antipolis), François-Guy TREBULLE (Rapporteur - Professeur à l'Ecole de Droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), Thierry GRANIER (Rapporteur-Professeur AMU) et Jacques MESTRE (Professeur AMU).

Habilitation à Diriger des Recherches délivrée par le jury à l'unanimité. Garant : Jean-Philippe AGRESTI, Professeur à Aix Marseille Université.

#### **Doctorat en Droit privé et sciences criminelles, Aix-Marseille Université**

Sujet de thèse : « L'apport du droit des valeurs mobilières à la théorie générale du droit des biens ».

Thèse soutenue publiquement le 26 novembre 2004 à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III (UPCAM), devant un jury présidé par Emmanuel PUTMAN (Professeur à UPCAM) et composé de Alain COURET (Professeur à l'Université Paris I), François-Xavier LUCAS (Professeur à l'Université Paris I), Didier PORACCHIA (Professeur à UPCAM - directeur de recherche), Dominique VELARDOCCHIO (Professeur à UPCAM).

Le jury a décerné le grade de Docteur en Droit avec la mention Très Honorable et les Félicitations du jury à l'unanimité. Recherches financées par une allocation de recherche.

### ***PARCOURS PROFESSIONNEL***

Maître de conférences à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille depuis sept. 2006. Laboratoire de rattachement : Centre de Droit Économique (EA 4224). Chercheur associé au Groupe de Recherche en Droit de l'Immobilier, de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de la Construction (*GREDDIAUC*).

## ***FONCTIONS ADMINISTRATIVES***

### **Fonctions en cours au sein d'Aix Marseille Université**

- depuis oct. 2017 : Membre du Groupement Interdisciplinaire des Formations Thématiques (GIFT) « Risques naturels et industriels » d'AMU.
- depuis févr. 2016 : Chargée de mission Fondation A\*MIDEX - Actions partenariales, avec pour mission de renforcer les liens entre AMU et les acteurs du monde socio-économique.

### **Fonctions passées au sein d'Aix Marseille Université**

- de juin 2016 à sept. 2018 : Référente « Harcèlement sexuel » AMU : mise en place d'un dispositif de lutte contre le harcèlement sexuel concernant aussi bien les personnels que les usagers, incluant prévention (information, formation des personnels) et traitement des cas signalés (accueil des victimes, aide à la constitution de dossiers, réalisation d'enquêtes administratives, proposition au Président de saisine de la section disciplinaire, signalements au Procureur de la République, création d'une formation HS intégrée au programme de formations d'AMU). Création et animation d'un Groupe de travail Harcèlement sexuel.
- mai 2018 et mai 2019 : Membre de la Commission paritaire d'étude des demandes de congé de formation professionnelle (CFP) des enseignants d'AMU.
- 2017-2018 : Participation à l'élaboration de la Charte de l'étudiant d'Aix-Marseille Université.
- 2016 : Participation à l'élaboration de la Charte AMU sur l'Egalité Femmes-Hommes.
- janvier 2015 : Présidente du Comité Electoral Consultatif d'Aix Marseille Université.

### **Fonctions en cours au sein de la Faculté de droit et de science politique d'Aix Marseille Université**

- depuis sept. 2017 : Assesseur du Doyen de la Faculté de droit et de science politique en charge de la communication.

### **Fonctions passées au sein de la Faculté de droit et de science politique d'Aix Marseille Université**

- sept. 2016 - sept. 2017 : Chargée de mission Accréditation auprès du Doyen de la Faculté de droit et de science politique.
- sept. 2015 - sept. 2016 : Assesseur du Doyen de la Faculté de droit et de science politique en charge de la scolarité Master.
- sept. 2008 - sept. 2013 : Assesseur du Doyen de la Faculté de droit et de science politique en charge de la scolarité Licence, site de Marseille Canebière.

## ***FONCTIONS ÉLECTIVES***

- Depuis janv. 2015 : Membre élu du Conseil d'administration d'Aix Marseille Université, Collège B.
- 2012 - 2013 : Membre élu du Conseil scientifique d'Aix Marseille Université, Collège C, Secteur Droit.

## ***DIRECTION DE DIPLÔMES***

### **Directions actuelles**

- depuis 2018 : Création et direction de l'École d'été « Gouvernance environnementale et sociétale de l'entreprise – Approche européenne » destinée à des étudiants français et québécois, des doctorants et des professionnels du droit. Ce programme s'inscrit dans le cadre d'un partenariat conclu depuis 2016 avec l'Université de Montréal (UdeM). 1<sup>ère</sup> édition en mai 2018 - 2<sup>ème</sup> édition prévue en mai 2019.
- depuis sept. 2018 : Direction du Master (1 et 2) Droit de la banque et des opérations patrimoniales (en apprentissage).
- depuis sept. 2014 : Création et direction du Master 1 Droit de la banque et des opérations patrimoniales (en apprentissage).
- depuis sept. 2013 : Création et direction du DESU « Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ».

### **Directions passées**

- 2007 - 2018 : Direction du Master 2 Droit des affaires – Environnement, sécurité, qualité de l'entreprise (en alternance). Devenu en sept. 2018 le Master 2 « Gouvernance environnementale et sociétale de l'entreprise » (en apprentissage).

## ***ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES***

- 2014 - 2018 : Obtention de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche (PEDR). Renouvelée pour 2018 - 2022.
  - depuis 2018 : Direction adjointe du Pôle Banque-Finance-Patrimoine.
  - depuis 2016 : Direction de la chaire « Responsabilité sociétale des entreprises et développement durable (RSE & DD) » de la Fondation A\*MIDEX, en partenariat avec le Fonds Epicurien Provence.
  - depuis 2007 : Direction de l'Institut de Droit de l'Environnement et du Développement Durable (IDEDD), anciennement Institut pluridisciplinaire de l'eau et de l'environnement (IPEE). L'IDEDD est un institut facultaire proposant deux formations : le Master 2 « Gouvernance environnementale et sociétale de l'entreprise » (en apprentissage) et le DESU « Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ».
- Dans le domaine de la recherche, l'équipe de l'IDEDD, rattachée au Centre de droit économique (EA 4224), s'intéresse à l'influence du droit de l'environnement sur le droit commun, plus précisément le droit civil et des affaires, ainsi qu'aux mécanismes juridiques permettant de concilier efficacité économique et préservation de l'intérêt général, et plus particulièrement de la protection des enjeux du développement durable. Elle est également portée sur la proposition de nouveaux modèles normatifs, notamment en matière d'agriculture durable ou de finance durable. Elle s'attache enfin à l'exploration de processus normatifs en lien avec la médiation, dans une dimension interdisciplinaire.

### **Direction de revue ou collection**

Responsable d'édition de la série « Droit économique et développement durable », Coll. Droit des affaires, PUAM (depuis 2015).

### **Direction de thèses**

#### Thèses soutenues :

Emilie UGO : « Préjudices environnementaux et responsabilité civile ». Inscription en nov. 2010. Thèse soutenue le 8 décembre 2014. Mlle UGO est actuellement avocate.

Xin ZHOU : « Législation et gouvernance de la gestion des ressources en eau douce dans les territoires Méditerranéens ». Inscription en nov. 2009. Thèse soutenue le 15 déc. 2014. Mlle Zhou est actuellement Maître de conférences à l'Université de sciences politiques et juridiques du Sud-Ouest de la Chine.

#### Thèses en cours :

Lisa RODRIGUEZ : « L'influence de la responsabilité sociétale des entreprises sur le concept de promotion de la diversité ». Contrat Cifre au sein de la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE). Inscription en nov. 2014.

John MORALDO : « L'investissement socialement responsable ». Financement du Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB). Inscription en nov. 2015.

Wissal ABOULKACEM : « Responsabilité sociétale des entreprises et harcèlement ». Inscription en nov. 2017.

Delphine CANALE : « Les obligations environnementales du constructeur ». Codirection avec J-P Tricoire (50%) MCF AMU. Contrat Cifre au sein d'un cabinet d'avocat. Inscription en nov. 2017.

Diane MENARD : « La prise en compte du bien-être animal en élevage canin ». Inscription en nov. 2018.

**Encadrement d'un contrat post-doctorat** dans le cadre d'un projet de recherche A\*Midex SynTerCalM (Synergie sur le Territoire des Calanques Marseillaises), AMU (2013-2016).

### **Réseaux de recherche**

- depuis 2018 : Membre du Conseil Mondial de l'Eau, représentant l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable d'Aix-Marseille Université, Collège 5 (Professional and academic organisations). Le Conseil mondial de l'eau est une organisation internationale multipartite dont la mission est de mobiliser des actions sur les problèmes critiques de l'eau à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau décisionnel, en engageant les gens dans le débat et en défiant la pensée conventionnelle. Le Conseil se concentre sur les dimensions politiques de la sécurité, de l'adaptation et de la durabilité de l'eau. Fondée en 1996, elle regroupe plus de 670 États, organisations, et ONG à travers 70 pays.

- depuis 2016 : Partenariat scientifique et pédagogique entre l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable (IDEDD) et le Centre de droit des affaires et du

commerce international de l'Université de Montréal (UdeM), matérialisé par un projet de recherche sur *RSE et médiation* ayant donné lieu à plusieurs colloques et publications en France et au Canada (, ainsi qu'à la création d'une École d'été « Gouvernance environnementale et sociétale de l'entreprise – Approche européenne » destinée à des étudiants français et québécois, des doctorants et des professionnels du droit, à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

- depuis 2016 : Membre du Conseil scientifique de l'Institut Régional de Formation à l'Environnement et au Développement Durable en Provence-Alpes Côte d'Azur (IRFEDD). Le Conseil scientifique de l'IRFEDD a vocation à proposer un éclairage prospectif sur les évolutions techniques, économiques et sociétales liées à la prise en compte des enjeux de développement durable dans des secteurs d'activités variés.

- depuis 2015 : Partenariat scientifique et pédagogique avec l'Agence Iter France, rattachée au Centre d'essais atomiques (CEA), sur le thème de la compensation écologique.

- depuis 2012 : Membre de la Société Française pour le Droit de l'environnement (SFDE).

- depuis 2012 : Participation à différents groupes de travail sectoriels sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), notamment avec la Région PACA (RS Tank), l'AFNOR, le Barreau de Marseille, ainsi que l'Ordre des Experts comptables.

### **Membre de jury délivrant des prix**

- depuis 2016 : Membre de jury du concours « DD en Trans », organisé par la Direction du Développement durable d'Aix Marseille Université.

- 2012 - 2016 : Membre du Jury du « Prix des Etudiants Qualité Performance » remis par l'Association France Qualité Performance (AFQP).

### **Commissions de recrutement**

Membre de comités de sélection pour emplois à pourvoir de Maître de conférences à Aix Marseille Université :

- en 2016, recrutement d'un MCF en section 03. Comité présidé par le Pr. Éric GASPARINI, Directeur du Centre d'études et de recherches d'histoire des idées et des institutions politiques (CERHIPP).

- en 2016, recrutement d'un MCF en section 01. Comité présidé par le Pr. Cyril BLOCH, codirecteur du Centre de droit économique (CDE).

Membre de comités de sélection pour emplois à pourvoir de Maître de conférences hors établissement :

- en 2014, recrutement de trois MCF en section 01. Comité présidé par le Pr. Xavier LAGARDE, Centre de droit privé, Université Paris X.

En 2015 et 2016 : Membre de la Commission de recrutement pour emplois à pourvoir d'ATER d'Aix Marseille Université, section 01.

# ***LISTE DES PUBLICATIONS***

## **Axes de recherche**

Dans la continuité de mon parcours universitaire et de ma thèse de Doctorat, j'ai poursuivi mes recherches en droit des sociétés et droit financier, en adoptant une approche globale centrée sur l'éthique des affaires et en élargissant le champ de ces disciplines aux enjeux du développement durable.

La prise en considération de ces enjeux, qui constituent une réalité, suscite de très fortes attentes de la Société civile non seulement vis à vis de l'État, mais encore vis à vis des entreprises à qui l'on ne demande plus seulement de créer de la valeur, mais de créer de la valeur dans un cadre compatible avec la préservation (voir la promotion) d'un système social, sociétal et environnemental durable.

Ces exigences, traduite par le droit qu'il soit international, européen ou national, interrogent cependant les sociétés destinées, en principe, à réaliser des bénéfices ou des économies, mais sans avoir l'obligation de prendre en considération leur impact sur la Société tant que celles-ci respectent la loi. La question se pose alors de savoir s'il convient de leur imposer des contraintes supplémentaires pour les conduire (les obliger ?) à réaliser ces objectifs généraux et que l'on peine à définir précisément. Convient-il au contraire de les inciter à agir en les plaçant face à la Société civile et donc en les obligeant seulement à dire ce qu'elles font ou ce qu'elles ne font pas. Dans cette perspective doit-on encore laisser ces acteurs s'autoréguler en considérant que le marché est un outil de régulation efficace des comportements des sociétés, les investisseurs, consommateurs et autres se détournant naturellement des sociétés « non vertueuses ».

Doit-on encore promouvoir de nouvelles manières d'entreprendre et favoriser un entrepreneuriat « responsable » ne considérant plus le développement durable comme une contrainte externe, mais une composante interne de l'entreprise (sociétaire ou non) ?

Face à ces interrogations, le droit agit, réagit depuis de nombreuses années sans pour autant apporter une réponse univoque. Concepteur de système, le juriste s'interroge sur la construction d'un corpus juridique pouvant répondre de manière juste et efficace à ces interrogations en permettant le développement de l'activité entrepreneuriale dans un cadre durable. C'est dans cet objectif de recherche que s'insèrent mes travaux de recherche. Les réglementations d'origine étatique ou privée tendant tout à la fois à inciter les sociétés mais aussi à leur faire assumer (au plus grandes d'entre elles) leurs choix auprès du public (RSE, finance durable...) sont-elles efficaces et pertinentes ? Faut-il aller au-delà et imposer de véritables obligations, et si oui peut-on les définir de manière suffisamment précise pour permettre aux acteurs du marché de savoir ce que l'on attend d'eux ? Une telle réglementation doit-elle être substantielle ou procédurale ? Doit-on favoriser de nouvelles formes d'entrepreneuriat ? Si tel est le cas, jusqu'où peut-on aller sans créer de ruptures de concurrence excessives entre les entreprises... Autant de questions qui font l'objet de mes recherches présentes (et futures) dont l'objet est d'apporter sinon une lumière, tout du moins

un point de vue scientifique sur les éléments à mettre en œuvre pour mettre en place une régulation plus harmonieuse des entreprises et plus spécialement des sociétés.

## ***OUVRAGE***

- « L'apport du droit des valeurs mobilières à la théorie générale du droit des biens ». Thèse en droit privé et sciences criminelles soutenue publiquement le 26 novembre 2004 à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.  
Publication aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille 2005.  
Préface de Didier Poracchia, Professeur à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III et directeur de recherche.

## ***ENCADREMENT D'OUVRAGES COLLECTIFS***

4. *L'agriculture durable. De la production agricole à une alimentation responsable* (Tome II), M-L. Demeester et V Mercier (dir.), PUAM, Coll. Droit des affaires, série « Droit économique et développement durable », 2018 (442 pages). Recherche collective. Co-direction, coordination.

3. *L'agriculture durable. Essai d'élaboration d'un cadre normatif* (Tome I), M-L. Demeester et V Mercier (dir.), PUAM, Coll. Droit des affaires, série « Droit économique et développement durable », 2016 (645 pages). Recherche collective. Co-direction, coordination et rédaction d'un article « Pour une entreprise agricole durable. Ingénierie sociétale et financière au service de la durabilité », pp. 479- 516.

2. *Analyse juridique de la pollution diffuse du massif de Marseillevyre*, par M. Desrousseaux et E. Ugo, V Mercier (dir.), PUAM, Coll. Droit des affaires, série « Droit économique et développement durable », 2016. Direction, coordination et rédaction de la préface.

1. *Jalons pour une économie verte*, V. Mercier (dir.), PUAM, coll. Droit des affaires, préface V. Mercier et J. Mestre, 2012. Direction et rédaction de la préface. Rédaction d'un article « Le fabuleux destin de l'obligation de *reporting* extra-financier », pp. 257-274. Coordination par Sabrina Dupouy, Doctorante au Centre de droit économique.

## ***ENCADREMENT DE LA PUBLICATION D'ACTES DE COLLOQUES***

5. *Responsabilité sociétale des entreprises et Médiation. Regard croisé France-Canada*, V. Mercier (dir), PUAM, Coll. Droit des affaires, série « Droit économique et développement durable », 2018. Actes du colloque, V Mercier (dir.), « Les rencontres du droit des affaires et du développement durable » sur le thème *Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et médiation. Regard croisé France-Canada* organisé par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, en partenariat avec l'Université de Montréal (UdeM), le 17 oct. 2016 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Direction, coordination, rédaction de l'introduction (pp. 15-17) et d'un

article « De la transparence à la vigilance ou le renforcement des obligations en matière de RSE », pp. 21-51.

4. *La compensation écologique*, V. Mercier et S. Brunengo-Basso (dir.), PUAM, Coll. Droit des affaires, série « Droit économique et développement durable », 2016. Actes d'un workshop pluridisciplinaire organisé par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable (IDEDD), V. Mercier (dir.), en partenariat avec l'Agence ITER France, le 4 déc. 2015 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Co-direction, coordination et rédaction des propos introductifs (4 pages).

3. *Dossier La finance durable en questions*, V. Mercier (dir.), *RDBB juillet août 2015, n° 43*. Actes du colloque, V. Mercier (dir.), *La finance durable en questions*, organisé le 17 oct. 2014 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Direction et coordination. Rédaction d'un article « La finance durable : un oxymore ? », pp. 94-103.

2. *Dossier L'Investissement Socialement Responsable : Quelle crédibilité ?*, V. Mercier (dir.), *BJB sept. 2014*. Actes du colloque *L'Investissement socialement responsable : quelle crédibilité*, organisé, V. Mercier (dir.), le 18 octobre 2013 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Direction et coordination. Rédaction d'un article « Les fonds ISR : un cadre normatif lacunaire », pp. 410-419.

1. « La distribution de l'eau à usage domestique : quelle ingénierie contractuelle », in *L'eau. Questions juridiques et économiques concernant la gestion, l'utilisation et la protection des ressources hydriques : perspectives comparées et internationales*, Aracne Editrice, Rome, 2012, pp. 133-151. Actes du colloque international labellisé par le Forum Mondial de l'Eau, sur le thème de *L'eau*, organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, le 10 février 2012 à la Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille.

## ***ENCADREMENT DE DOSSIERS SPÉCIAUX DANS DES REVUES***

1. *Dossier Responsabilité Sociétale des Entreprises*, V. Mercier (dir.), *Bulletin d'Aix 2014-3*, pp. 59-148. Recherche collective. Direction et rédaction de l'avant-propos (pp. 59-61). Coordination par C. Lecoœur, Docteur en droit privé.

## ***RESPONSABILITÉ DE CHRONIQUES***

2. Depuis 2014 : Synthèse Droit de l'eau, V. Mercier (dir.), *Dr. envir.*

1. Depuis 2012 : Rubrique « Eau et Environnement » in *L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme*, Lextenso, et auteur de plusieurs observations sous des décisions du Conseil constitutionnel, de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat, de la Cour de Justice des Communautés européennes, de la Cour de justice de l'union européenne, sous des lois, projets de lois et décrets.



## **PARTICIPATION À DES OUVRAGES COLLECTIFS**

7. « La responsabilité sociétale des entreprises dans les contes de fées », in N. Dissaux et M. Ranouil (dir.), *Il était une fois... Analyse juridique des contes de fées*, Dalloz, 2018, pp. 117-138.
6. « Réforme du droit des obligations et responsabilité sociétale des entreprises / New French Law of obligations and corporate social responsibility », in C. Bloch, A. Cerati-Gauthier et V. Perruchot (dir.), *L'influence de la réforme du droit des obligations sur le droit des affaires*, Dalloz, 2018, pp. 130-143.
5. « L'obligation de transparence extra-financière ou la pierre angulaire de la responsabilité sociétale des entreprises », in K. Martin-Chenut et R. de Quenaudon (dir.), *La RSE saisie par le droit. Perspectives internes et internationales*, A. Pedone, 2016, pp. 261-280. Actes du projet IdEx Attractivité 2013, « Responsabilité Sociétale des Entreprises et Organisations : identification et classement des outils juridiques », Université de Strasbourg, sous la responsabilité scientifique de Kathia Martin-Chenut et René de Quenaudon. Participation au colloque final Idex attractivité : Responsabilité sociétale des entreprises. Identification et classement des outils juridiques, K. Martin-Chenut et R. de Quenaudon (dir.), les 6 et 7 avril 2016 à l'Université de Strasbourg.
4. « Droit de l'environnement et innovation », in L. Merland et J. Mestre (dir.), *Droit et innovation : pour un monde meilleur ?*, PUAM, « Droit des affaires », 2013, pp. 505-528.
3. « Le contentieux civil de l'environnement », in *Les contentieux immobiliers*, Lextenso, 2010, ch. 7, pp. 123-142.
2. « Contrainte environnementale et création de valeur », in A. Couret et C. Malecki (dir.), *Les défis actuels du droit financier*, « Pratique des affaires », Joly - Centre Sorbonne Finance, 2010, pp. 251-275.
1. « Le tiers dans la sortie de l'investisseur », in Th. Bonneau, E. Le Dolley, H. Le Nabasque (dir.), *La sortie de l'investisseur*, avec D. Poracchia, Litec, 2007, pp. 31-63.

## **PARTICIPATION À DES PROJET DE RECHERCHE IDEx**

2. Projet IdEx Attractivité 2013, « Responsabilité Sociétale des Entreprises et Organisations : identification et classement des outils juridiques », Université de Strasbourg, sous la responsabilité scientifique de Kathia Martin-Chenut et René de Quenaudon.
1. Projet IdEx SynTerCalM (Synergie sur le Territoire des Calanques Marseillaises), dans le cadre de l'appel à projet « Interdisciplinarité - PR2I », 2014-2017, Consortium de 7 laboratoires d'AMU, sous la responsabilité scientifique d'Isabelle Laffont-Schwob. Encadrement de l'équipe des juristes du projet de recherche A\*Midex SynTerCalM (Synergie sur le Territoire des Calanques Marseillaises), 2014-2017, AMU.

## COMMUNICATIONS À DES COLLOQUES PUBLIÉS

11. Conférence d'introduction « Responsabilité sociétale des entreprises et culture » in *Quelle responsabilité culturelle pour l'entreprise ?*, PUAM, 2019, à paraître. Actes de la 25<sup>e</sup> rencontre d'éthique économique, organisée par le Centre d'éthique économique et des affaires, les 21 et 22 juin 2018 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

10. « La déclaration de performance extra-financière devient un outil de pilotage stratégique de l'entreprise » in *Les nouvelles contraintes des sociétés*, Lextenso, coll. Joly Pratique des Affaires, 2018, pp. 65-85. Actes du colloque I. Arnaud-Grossi et B. Brignon (dir.) « Les nouvelles contraintes des sociétés », organisé par le Centre de droit économique, le 27 mars 2018 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

9. « Entreprises en difficulté et environnement ou l'exquise conciliation d'intérêts divergents » in A. Cerati-Gauthier et V. Perruchot-Triboulet (dir.), *Les procédures collectives complexes*, Joly éd., pp. 175-186, 2018. Actes du colloque, A. Cerati-Gauthier et V. Perruchot-Triboulet (dir.), « Les procédures collectives complexes », organisé par le Centre de droit économique de la Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille, le 2 déc. 2016.

8. « La responsabilité sociétale des entreprises : un concept au service des droits des peuples autochtones », in, G. Nicolas (dir.), *Le droit de la santé en Nouvelle-Calédonie : de la médecine traditionnelle à la bioéthique*, Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie, 2017, pp. 253-273. Actes du colloque international, G. Nicolas (dir.), organisé les 3, 4 et 5 juillet 2014 à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.

7. « Le verdissement du bail commercial », in *Soixantième anniversaire du statut des baux commerciaux. D'un état des lieux aux propositions de réformes*, avec S. Brunengo-Basso, Rev. Annales des loyers mai 2014, p. 781 à 814 (partie rédigée p. 781 à 804). Actes du colloque organisé par le Centre de Droit Economique (CDE), le 13 déc. 2013 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

6. « Construction et immobilier durables » in, M. Boutonnet (dir.), « *Le contrat et l'environnement* » in M. Boutonnet (dir.), « *Contrat et environnement, Etude de droit interne, international et européen* », PUAM 2014, pp. 335-361. Actes du colloque organisé par le CERIC, les 4 et 5 octobre 2012 à la FDSP.

5. « Le risque environnemental, source d'enrichissement du droit », in *Le risque juridique dans l'entreprise : diagnostics et remèdes*, Journal des sociétés, numéro spécial, janvier 2013, p. 14 à 24. Actes du colloque international *Le risque juridique dans l'entreprise : diagnostics et remèdes*, organisé par le Centre de droit économique, le 15 juin 2012 à la Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille.

4. « Les fonds d'investissement socialement responsable » in Th. Granier (dir.), *Les fonds d'investissement*, Lamy Axe Droit, 2013, ch. 4, p. 225 à 241. Actes du colloque international, Th. Granier (dir.), *Fonds et mondialisation. Entre liberté d'investissement et régulation*, organisé par le Centre de droit économique, les 4 et 5 avril 2012 à la Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille.

3. « Les normes environnementales privées internationales », in *Les normes privées internationales*, avec S. Brunengo-Basso, Cahiers de méthodologie juridique n° 25, RRJ, 2011-5 numéro spécial, pp. 2317- 2339 (partie rédigée p. 2317 à 2330). Workshop organisé par l'Institut de Droit des Affaires (IDA), le Laboratoire de Théorie du droit (LTD), le Centre de droit économique (CDE), le vendredi 10 juin 2011 à la Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille.

2. « Les apports de la loi Grenelle II au droit de la construction », in *Entretiens de droit immobilier*, Rev. Construction-Urbanisme, octobre 2010, p. 15 à 22. Colloque organisé par le Groupe d'Etudes et de Recherche en Droit Immobilier de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de la Construction (GREDIAUC), le 5 juin 2010 à la Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille.

1. « Responsabilité sociétale des entreprises et droit des sociétés : entre contrainte et démarche volontaire », in *Dr. sociétés* avr. 2011, Ét. 6, p. 7 à 13. Actes du colloque *La Responsabilité Sociétale des Entreprises : intérêts et perspectives*, organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit des affaires et l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable, en collaboration avec l'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE), le 10 déc. 2010 au Novotel Pont de l'Arc d'Aix-en-Provence.

## ARTICLES

10. « La crédibilité des *green bonds* nécessite un encadrement normatif du marché », *Bulletin Joly Bourse* 2017, n° 1, pp. 39-47.

9. « Le financement des démarches RSE » in Dossier « La responsabilité sociétale des entreprises », C. Malecki (dir.), *Journ. sociétés* nov. 2015, pp. 18-22.

8. « Mesures en matière d'urbanisme et d'environnement visant à faciliter les projets » in *Dossier spécial : La loi Macron du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques*, avec S. Brunengo-Basso, *JCP E* 2015, 1409, p. 36-38.

7. « Emergence d'un véritable « Droit de la RSE » », avec S. Brunengo-Basso, *JCP G* 2015, n° 21, pp. 1026-1027.

6. « La profession d'avocat et la démarche RSE », avec S. Brunengo-Basso, *JCP E* 2015, n° 21, pp. 5-6.

5. « Le bilan carbone : un outil efficace de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ? », *Bulletin Joly Sociétés* oct. 2011, n° 10, Eclairage, pp. 750-751.

4. « Responsabilité sociétale des entreprises : Une remise en cause de la loi Grenelle II par la loi du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière », *Bulletin Joly Sociétés* févr. 2011, n° 2, p. 103 à 106.

3. « La loi Grenelle II étend le champ d'application de l'obligation de présenter un bilan social et environnemental », *Bulletin Joly Sociétés* janv. 2011, p. 69 à 74.

2. « Le droit des biens au secours du droit des sociétés : le régime de répartition des dividendes », *Droit sociétés* janv. 2008, Etude 1, p. 7.

1. « Le critère de la jouissance exclusive constitue un obstacle à l'exploitation de la chose louée », *Loyers et copro.* déc. 2009, p. 6 à 8.

## **ETUDES - ENCYCLOPÉDIÉS JURIDIQUES**

9. *Finance durable*, Études Joly Bourse, n° EF003, 2017.

8. *Responsabilité sociétale des entreprises*, Études Joly Société, n° ER040, 2013.

7. *Servitudes légales – Généralités*, Juris-Classeur Civil Code, Fasc. 30, éditions LexisNexis, 2013.

6. *Usufruit – Prérogatives de l'associé*, Juris-Classeur Civil Code, Fasc. 10, éditions LexisNexis, 2011.

5. *Information des associés*, Études Joly Société, n° EI020, avec A. Cerati-Gauthier, 2010.

4. *Actions – Généralités*, Études Joly Société, n° EA050, 2009.

3. *Actions – Souscription, achat et prise en gage de ses achats par la société*, Études Joly Société, n° EA060, 2009.

2. *Actions de préférence*, Études Joly Société, n° EA070, 2009.

1. *Valeurs mobilières*, Études Joly Société, n° EV010, 2009.

## **NOTES DE JURISPRUDENCE**

Par la suite mon activité d'arrêteste s'est poursuivie dans le cadre des chroniques citées précédemment.

12. « L'inscription en compte des valeurs mobilières n'a pas une fonction d'information ». Note sous *Cass. com.*, 29 janvier 2008, *Bulletin Joly Bourse*, n° 3, mai-juin 2008, § 27, p. 238 à 242.

11. « Requalification en contrat de travail au profit d'un professionnel de golf ». Note sous *Cour d'appel de Versailles*, 6<sup>ème</sup> ch., 7 novembre 2006 (n° 06/00956), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 7, 2007, p 124.

10. « L'affaire Hurfin : suite et fin ! ». Note sous *Cour d'appel d'Aix-en-Provence*, 14<sup>ème</sup> ch., 21 février 2006 (n° 05/04188), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 7, 2007, p 129.

9. « Mise à disposition d'un court de tennis et qualification de bail ». Note sous *Cour d'appel de Paris*, 16<sup>ème</sup> ch, 8 juin 2006 (n°05/04551), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 5, 2006, p 68.

8. « Rupture de contrat d'exercice libéral et préavis raisonnable ». Note sous *TGI de Nanterre*, 6<sup>ème</sup> ch., 24 mars 2006 (n°04/12990), *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 5, 2006, p 72.

7. « Enseignants libéraux et qualification de bail ». Note sous *Cass.* 3<sup>ème</sup> civ., 11 janvier 2006, (RG n° 04/19736), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 4, 2006, p 88.

6. « L'absence de diplôme d'Etat pour enseigner et l'interdiction d'exercer subséquente justifie le licenciement du salarié qui n'a pas régularisé sa situation ». Note sous *CA Grenoble*, 17 janvier 2005, *Toumani c/ Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) Brest*, *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 4, 2006, p 91.

5. « La délivrance d'une autorisation permettant d'enseigner contre rémunération une activité sportive en l'absence de diplôme d'Etat nécessite la démonstration d'aptitudes professionnelles aux fonctions postulées ». Note sous *CAA Bordeaux*, 18 janvier 2005, n° 04202), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 4, 2006, p 96.

4. « Faire découvrir une activité sportive ne signifie pas l'enseigner ! ». Note sous *Cass.* 1<sup>ère</sup> civ., 15 février 2005, *Centre école de parachutisme sportif de Savoie* (n° 02/16432), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 3, 2006, p 79.

3. « Usurpation du titre d'enseignant de golf : les grandes chaînes commerciales sont sous le feu des projecteurs ». Note sous *TGI de Paris*, 16 mars 2004, *Union Nationale des Professeurs de Golf (UNPG) - Confédération Nationale des Educateurs Sportifs (CNES) - Syndicat INOVA c/ Société Compagnie Financière du Golf (COFIGOLF) - Fédération Française de Golf - Société Le Touquet Limite - Société Golf de Saint Cyprien - Société Golf de Marseille la Sallette* (n° 02/16151), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 3, 2006, p 81.

2. « Les conséquences de la requalification du contrat d'exercice libéral en contrat de travail ». Note sous *CPH Toulon*, 5 septembre 2005, *Martin Bidegain c/ Société Gardéenne d'Economie Mixte Sagem « Sagem/Semexval »* (n° 04/00745), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 3, 2006, p 83.

1. « Enseignement illicite et usurpation du titre d'enseignant de tennis ». Note sous *CA Versailles*, 19 février 2004, *Fédération Nationale des Professeurs de Tennis (FNEPT) - Confédération Nationale des Educateurs sportifs (CNES) c/ Association Tennis « Club de Becon, M. Audebrand – M. Ekwe* (n° 03/01746), *Les Cahiers de Droit du Sport*, n° 3, 2006, p 87.

# ***ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES***

19. *RSE, médiation et efficacité des normes. Regard croisé France-Canada*, 8ème édition des « Rencontres du Droit des affaires et du développement durable ». Colloque organisé, V. Mercier (dir.), par la Chaire « RSE & DD », l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable, le Centre de droit économique et le Centre de droit de la santé (UMR ADES), en partenariat avec l'Université de Montréal (UdeM), le 17 mai 2019 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et intervention.

18. *Agriculture et alimentation durables. Vers une nouvelle agriculture en 2019 ?*, colloque organisé, V. Mercier (dir.), par la Chaire « RSE & DD », l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, en partenariat avec le Fonds épiqueurien Provence, le 5 avril 2019 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et animation.

17. *De la déclaration de universelle des droits de l'homme aux nouvelles demandes de protection juridique entre permanence et renouvellement*, colloque organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable, le Centre de droit économique et Centre de droit de la santé (UMR ADES), en partenariat avec le Barreau de Marseille, le 10 déc. 2018 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et intervention sur le thème « L'entreprise comme source de protection des droits de l'homme » (à paraître).

16. *La tokénisation de l'économie sociale et solidaire*, conférence organisée, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Pôle Banque-Finance-Patrimoine, le 6 novembre 2018 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et animation.

15. *Agriculture durable – Alimentation responsable et innovations*, 7ème édition des « Rencontres du Droit des affaires et du développement durable ». Colloque organisé, V. Mercier (dir.), par la Chaire « RSE & DD », l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, en partenariat avec le Fonds épiqueurien Provence, le 6 avril 2018 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et animation.

14. *RSE, acceptabilité sociale et médiation. Regard croisé France-Canada*, colloque organisé, M-C. Rigaud et V. Mercier (dir.), par l'Université de Montréal (UdeM) le 1<sup>er</sup> nov. 2017, en partenariat avec l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable (AMU). Co-direction scientifique, présidence d'une table ronde et coordination de l'équipe de chercheurs français.

13. *Médiation en droit de la consommation : quels impacts sur les banques ?*, conférence organisée, V. Mercier (dir.), par la Chaire « RSE & DD », l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, en partenariat avec l'Institut de droit des affaires et le Pôle Banque-Finance-Patrimoine, le 8 mars 2017 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et animation de la conférence.

12. *Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et médiation. Regard croisé France-Canada*, 6ème édition des « Rencontres du Droit des affaires et du développement durable ». Colloque international organisé, V. Mercier (dir.), par la Chaire « RSE & DD », l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, en partenariat avec l'Université de Montréal (UdeM), le 17 octobre 2016 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et intervention. Publication mentionnée dans la rubrique Encadrement de la publication d'actes de colloques.

11. *La compensation écologique*, Workshop pluridisciplinaire organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable (IDEDD), en partenariat avec l'Agence ITER France, le 4 déc. 2015 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Présidence d'une table ronde consacrée à « La compensation écologique : quel droit, quelles mises en œuvre ? ». Publication mentionnée dans la rubrique Encadrement de la publication d'actes de colloques. Organisation et animation de la conférence.

10. *L'agriculture durable*, 5ème édition des « Rencontres du Droit des affaires et du développement durable ». Colloque organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, le 16 oct. 2015 à la Villa Méditerranée à Marseille. Organisation et présidence d'une table ronde dédiée à « Démarche RSE et financement de l'entreprise agricole durable ».

9. *La profession d'avocat et la démarche RSE*, colloque organisé, V. Mercier et S. Brunengo-Basso (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Barreau de Marseille, le vendredi 29 mai 2015 à la Maison de l'Avocat à Marseille. Co-organisation et animation.

8. *La responsabilité sociétale des organisations au service de la protection du patrimoine mahorais*, conférence organisée, V. Mercier et d'A. Siri (dir.), par le Centre Universitaire de Mayotte, en partenariat avec l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable de l'Université d'Aix Marseille, le 24 février 2015 au Centre Universitaire de Mayotte. Co-organisation et intervention.

7. *La finance durable en questions*, 4ème édition des « Rencontres du Droit des affaires et du développement durable ». Colloque organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, le 17 octobre 2014 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et intervention. Publication mentionnée dans la rubrique Encadrement de la publication d'actes de colloques.

6. *L'Investissement socialement responsable : quelle crédibilité ?*, 3ème édition des « Rencontres du Droit des affaires et du développement durable ». Colloque organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, le 18 octobre 2013 à la Faculté de droit et de science politique

d'Aix-Marseille. Organisation et intervention. Publication mentionnée dans la rubrique Encadrement de la publication d'actes de colloques.

5. *Les ondes électromagnétiques : impacts sanitaires et environnementaux*, conférence organisée, V. Mercier (dir.), par l'Association des étudiants du Master II « Droit de l'Environnement, de la Sécurité, et de la Qualité de l'entreprise » (ADESQ) et l'Institut pluridisciplinaire de l'eau et de l'environnement (IPEE), le 8 mars 2012 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et animation.

4. *L'eau*, 2ème édition des « Rencontres du Droit des affaires et du développement durable ». Colloque international labellisé par le Forum Mondial de l'Eau organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable et le Centre de droit économique, en partenariat avec la Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement de Marseille (SERAM), le 10 février 2012 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et intervention sur le thème « La distribution de l'eau à usage domestique : quelle ingénierie contractuelle ». Organisation et intervention. Publication mentionnée dans la rubrique Encadrement de la publication d'actes de colloques.

3. *La pollution de l'eau douce : d'une logique de réparation vers une gestion globale de la ressource en eau*, conférence organisée, V. Mercier (dir.), par l'Association des étudiants du Master II « Droit de l'Environnement, de la Sécurité, et de la Qualité de l'entreprise » (ADESQ) et l'Institut pluridisciplinaire de l'eau et de l'environnement (IPEE), le 3 mars 2011 à la Faculté de Droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et animation.

2. *La Responsabilité Sociétale des Entreprises : intérêts et perspectives*, in les « Rencontres du Droit des affaires et du développement durable ». Colloque organisé, V. Mercier (dir.), par l'Institut de droit des affaires et l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable, en collaboration avec l'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE), le 10 déc. 2010 au Novotel Pont de l'Arc d'Aix-en-Provence. Organisation et intervention sur le thème « Responsabilité sociétale des entreprises et droit des sociétés : entre contrainte et démarche volontaire ». Organisation et intervention. Publication mentionnée dans la rubrique Communication à des colloques publiés.

1. *L'eau et ses enjeux économiques : quelle place pour les juristes ?*, conférence organisée, V. Mercier (dir.), par l'Institut pluridisciplinaire de l'eau et de l'environnement (IPEE), le 14 octobre 2010 à la Faculté de Droit et de science politique d'Aix-Marseille. Organisation et animation.



# ***PARTICIPATION À DES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES SANS PUBLICATION***

14. Animation des ateliers « Droit & Gestion » consacrés au « Devoir de vigilance », avec Amélie Bohas, Maître de conférences en Economie-Gestion, organisés par le CDE et le CRET-LOG, le 28 mai 2018 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

13. Animation de la conférence « Le rôle des juristes dans la protection de l'environnement », organisée par l'association *Notre affaire à tous*, le 5 avril 2018 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

12. Intervention sur le thème « L'encadrement normatif en faveur de la réduction des gaz à effet de serre », in *Services d'Eau et d'Assainissement : vers le zéro carbone*, colloque organisé par la Société Eau de Marseille Métropole, l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF), l'Association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement (ASTEE) et le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), le 16 mars 2018, à Marseille.

11. Intervention sur le thème « L'obligation de vigilance dans la loi du 27 mars 2017 », in *La Faculté au Palais*, rencontre organisée par l'ENM en partenariat avec la Faculté de droit et science politique, le 9 février 2018 à la Cour d'appel d'Aix-en-Provence.

10. Intervention sur le thème « La responsabilité sociétale des entreprises ou l'existence d'un risque juridique », in *La responsabilité sociétale des entreprises, outil de promotion de la diversité*, conférence de restitution des travaux de thèse de Lisa Rodriguez à l'issue de son Contrat Cifre au sein de la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE), organisée le 30 novembre 2017 au siège de FACE à St Denis.

9. Animation d'une table ronde « Entrepreneuriat féminin et RSE », à l'occasion de la 5<sup>ème</sup> éd. de la Semaine AMU-Entreprises, le 16 novembre 2017, à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

8. Intervention sur le thème « Le contrat vu sous le prisme de la responsabilité sociétale des entreprises », in *RSE, acceptabilité sociale et médiation. Regard croisé France-Canada*, colloque organisé, M-C. Rigaud et V. Mercier (dir.), par l'Université de Montréal (UdeM) le 1<sup>er</sup> nov. 2017, en partenariat avec l'Institut de droit de l'environnement et du développement durable (AMU). Co-direction scientifique, présidence d'une table ronde et coordination de l'équipe de chercheurs français.

7. Animation d'une table ronde « Responsabilité sociétale et médiation. L'humain au cœur de l'entreprise », in *L'approche médiation. Un outil pour construire la qualité de vie au travail*,

colloque organisé par Pôle sud médiation et l'Institut des hautes études en médiation et négociation, le 8 juillet 2016 à la Baume les Aix.

6. Animation d'une table ronde « Responsabilité sociétale et médiation », in *Penser médiation en entreprise*, colloque organisé par Pôle sud médiation et l'Institut des hautes études en médiation et négociation, le 10 juillet 2015 à la Baume les Aix.

5. Organisation, coordination et animation des « Petits-déjeuners de la Responsabilité sociétale des entreprises », conférence organisée en partenariat avec le groupe Doxéa Formation, le 14 mars 2014 à Aix-en-Provence, avec S. Brunengo-Basso et J-M. Crévoulin.

4. Animation de la conférence sur l'écologie de Chantal Jouanno, organisée par le CERIC à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, le 13 février 2014, avec M. Boutonnet et M. Lamoureux.

3. Intervention sur le thème « Se former pour acquérir de nouvelles compétences en matière de RSE », in *6èmes Rencontres de la Gendarmerie et de la Profession de l'Audit, du Chiffre et du Conseil*, colloque organisé sur le thème de « Responsabilité Sociétale des Entreprises – nouvelles missions pour les professionnels de l'audit, du chiffre et du conseil », par le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables Marseille-Paca et la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Aix-Bastia, en partenariat avec la Gendarmerie et la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, le 3 décembre 2013, à Marseille.

2. Présidence d'une table ronde consacrée à « L'entrepreneuriat au féminin », in *Les femmes au cœur du monde arabe : droit, économie et société*, colloque organisé, C. Peny (dir.), le 8 mars 2013 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

1. Intervention en anglais sur « Environnement et droit de la construction », in *Global Change Research II. Environmental crisis, energy issues and global regulation policies* (island of Porquerolles, June 11-16, 2010). Conférence internationale organisée par the European Science Foundation, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (Paris), et l'Université Paul Cézanne Aix Marseille III.

# ***SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT***

## **ENSEIGNEMENTS RÉALISÉS À AIX MARSEILLE UNIVERSITÉ**

### **1. Cours magistraux actuellement dispensés à la Faculté de droit et de science politique d'Aix Marseille Université**

#### Diplômes nationaux :

- Cours en Master 1 de « Droit de l'environnement » (5h).
- Cours en Master 1 Droit de la banque et des opérations patrimoniale (en alternance) de « Droit des contrats » (12 h)
- Séminaires en Master 2 Droit de la banque et des opérations patrimoniales (en alternance) sur « Montages de reprise et de financement des sociétés » (19 h) et « Finance durable » (13 h).
- Séminaires en Master 2 Gouvernance environnementale et sociétale de l'entreprise de l'entreprise (en alternance) sur « Droit de la sécurité au travail » (27 h), « Contentieux civil et atteintes à l'environnement » (18 h), « RSE et droits de l'homme » (6 h), « Droit des marchés financiers et développement durable » (6 h), « La valeur normative de la RSE » (24 h)

#### Diplômes d'établissement :

- Séminaires en DESU « Responsabilité sociétale des entreprises » sur « Les engagements volontaires de la RSE : typologie et valeur contraignante » (6h), « Les obligations de reporting de l'entreprise : typologie et valeur contraignante » (6h), « RSE et groupes de sociétés » (3h).
- Séminaire en DESU Ethique économique sur « Responsabilité sociétale des entreprises » (2h).

### **2. Cours magistraux anciennement dispensés à la Faculté de droit et de science politique d'Aix Marseille Université**

#### Diplômes nationaux :

- 2006-2008 : Cours en Capacité 1<sup>ère</sup> année sur « Droit Commercial » (27h30).
- 2006-2014 : Cours en Licence 1 sur « Droit de la famille » (33h).
- 2013-2018 : Cours en Licence 3 sur « Droit des sociétés » (33h).
- 2014-2018 : Cours en Master 1 Droit de la banque et des opérations patrimoniales (en alternance) sur « Droit de la consommation, du crédit et surendettement » (24h)
- 2010-2015 : Séminaires en Master 2 Droit et gouvernance des énergies sur « Responsabilité et contentieux civil de l'environnement » (3h).
- 2005-2018 : Séminaire en Master 2 Droit du Sport sur « Les éducateurs sportifs » (6h).
- Séminaires en Master 2 Juriste d'affaire internationale :
- 2013-2014 : « La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) » (5h).
- 2006-2008 : « Les valeurs mobilières » (3h).

2008-2012 : Séminaire en Master 2 Droit de la protection de l'environnement des Territoires méditerranéens (TEMPRO) en « Responsabilité et contentieux civils de l'environnement » (12h).

- 2006-2013 : Séminaire en Master 2 Conseil juridique aux armées sur « Droit civil de la famille et des personnes » (25h).

- 2006-2008 : Séminaire en Master 2 Journalisme juridique sur « Les droits de la personnalité face aux devoirs du journaliste » (6h).

Diplômes d'établissement :

- 2012-2013 : Séminaire en DESU Conseil en gestion patrimoniale bancaire (Formation continue) sur « Les sociétés civiles » (7h).

- 2009-2012 : Séminaire en DU Droit bancaire et gestion du patrimoine (Formation continue) sur « Les sociétés commerciales » (12h).

- 2012-2013 : Séminaire en DU Coopération juridique et commerciale avec le monde arabe sur Energies et politiques environnementales dans le monde arabe » (5h).

**3. Cours magistraux dispensés à la Faculté d'économie et de gestion d'Aix Marseille Université**

Depuis 2012 : Séminaire en Master 2 RH RSE sur « Les enjeux de la RSE » (18h).

2011-2013 : Cours en Licence 3 Droit et économie du tourisme sur « Droit de l'environnement » (9h).

**4. Cours magistraux dispensés à la Faculté des sciences et techniques d'Aix Marseille Université**

2006-2014 : Séminaire en Master 2 Science de l'environnement terrestre sur « Responsabilité et contentieux civils de l'environnement » (12h).

## ENSEIGNEMENTS RÉALISÉS HORS ÉTABLISSEMENT

**1. Cours magistraux dispensés à l'Université de Haute Alsace**

2018 : Séminaire en Master 2 Droit social et RH et Master 2 Droit de l'entreprise sur « Approche sociale de la RSE » (6h).

**2. Cours magistraux dispensés au Centre Universitaire de Mayotte**

-2017 : Licence 3 Droit : Droit des sociétés de l'océan Indien (28h).

2013 : Licence 2 AES : Droit des obligations (24h).

**3. Cours magistraux dispensés à l'Ecole d'officiers de l'armée de l'air de Salon de Provence**

2012-2013 : Séminaire en Master 2 Droit et administration de la défense sur « Maîtrise des risques environnementaux » (5h).

## ENSEIGNEMENTS RÉALISÉS À L'ÉTRANGER

**1. Mission d'enseignement au sein de la Filière Francophone de l'Université de Beyrouth (Liban) en 2013 :** Cours en Licence 3 Droit sur « Droit de l'environnement » (15h).

## **2. Mission d'enseignement EGIDE, Ministère des affaires étrangères, au Collège Universitaire Français de St Petersburg (Russie) en 2007 :**

- Cours en Licence 3 Droit sur « Droit commercial » (12h).
- Cours en Licence 3 Droit sur « Droit de la famille » (12h)

<b>CRÉATION ET DIRECTION DE FORMATIONS</b>
--

- De 2007 à 2018 : Direction du M2 Droit des affaires – Spécialité « Environnement, sécurité, qualité de l'entreprise » (ESQ). Transformation en M2 « Gouvernance environnementale et sociétale de l'entreprise (GESE) » et passage à l'alternance en 2017.
- Depuis 2013 : Création et direction du DESU « Responsabilité sociétale des entreprises ».
- Depuis 2013 : Création et direction du M1 Droit de la banque et des opérations patrimoniales (en alternance).
- Depuis 2018 : Création et direction de l'École d'été « Gouvernance environnementale et sociétale de l'entreprise – Approche européenne », en partenariat avec l'Université de Montréal (UdeM).
- Depuis septembre 2018 : Direction du Master (1 et 2) Droit de la banque et des opérations patrimoniales (en alternance).